

Costa-Gavras  
Franco Solinas

# État de siège

Stock/2

Tous droits réservés pour tous pays

© 1973, Éditions Stock.

## Interview d'un dirigeant du M.L.N. : Andrés Cultelli

QUESTION. — Que pensez-vous de l'exécution de D. Mitrione ? Maintenant qu'un peu de temps s'est écoulé, croyez-vous que le M.L.N. (T) aurait dû agir autrement ?

RÉPONSE. — Non. Le M.L.N. (T) a fait ce que n'importe quelle organisation révolutionnaire aurait été obligée de faire dans un cas pareil. Le temps n'a pas modifié l'évaluation de cette action — et il ne la modifiera pas. Nous, les Tupamaros, nous pensons pouvoir affronter le jugement serein de l'histoire sans crainte, tant pour notre conscience que pour notre attitude révolutionnaire.

Les enlèvements de Mitrione et de Dias Gomide, d'abord, et celui du Dr Fly, par la suite, poursuivaient deux objectifs politiques fondamentaux :

- a) pouvoir demander la libération des prisonniers politiques du M.L.N. (T) en échange des diplomates séquestrés ;
- b) mener à bout une action militaire de grande envergure, nationale et internationale, capable

de mettre le gouvernement dans l'embarras et de consolider l'image politique du M.L.N. (T) en tant que contradiction majeure dans le devenir uruguayen.

Le premier objectif n'a pas été atteint, les choses ont changé et cela a mené le pouvoir révolutionnaire à émettre cette sentence de mort pour Mitrione. Mais est-ce bien lui, le M.L.N. (T), le responsable de l'exécution du conseiller et espion nord-américain ? Non. Pourquoi ? Parce que ce furent le gouvernement uruguayen et l'ambassade des Etats-Unis qui ont décidé, poussés par une illusion, de sacrifier Mitrione.

Voici les faits confirmant notre assertion :

Mitrione et Dias Gomide ont été enlevés le 31 juillet 1970. Le même jour, le M.L.N. (T) émet un communiqué par lequel il s'engage à les relâcher en échange de ses prisonniers politiques (cent cinquante environ, à l'époque).

Au sein du gouvernement, il y a des discordances en ce qui concerne l'attitude à prendre. On peut, toutefois, déduire — à partir des 4 et 5 août — qu'il y aura échange. (Ces suppositions se fondent sur les déclarations que fait la Chancellerie à la presse.) Le 6, le sous-secrétaire des Relations extérieures — Dr Ricaldoni — confirme, devant la presse, que l'échange prisonniers-séquestrés est fait. D'autres déclarations du vice-président de la République, le Dr Alberto Abdala, vont dans le même sens. (Le M.L.N. (T) avait déjà fait parvenir un ultimatum au gouvernement, l'avertissant du projet d'exécution de Mitrione en cas de refus d'échange.)

Le 7 août, le Conseil des ministres est convoqué à 11 heures du matin. Dans quel but ? Pour traiter du

problème devenu national et public. Les services d'information du M.L.N. (T) purent établir, *a posteriori* et de façon irréfutable, que le Conseil des ministres avait été convoqué pour fixer les termes de l'échange et qu'il a failli aboutir. Pourquoi n'a-t-il donc pas eu lieu ?

Parce que ce même jour, des effectifs de police perquisitionnent, fortuitement, à l'aube, un appartement de la rue Almería et y trouvent un « canton » de l'organisation. Ils montent sur place une « souricière » qui se révèle très rentable : en l'espace de quelques heures seulement, plusieurs dirigeants du M.L.N. (T) y tombent. Raoul Sendic arrive à 10 h 30. On l'arrête ; on lui met une mitrailleuse contre l'estomac et un pistolet automatique dans la bouche. Cela ne l'empêche pas de sortir son arme. Mais un troisième gendarme la lui prend en l'air. (Selon le récit fait par un officier de police, à titre de commentaire, pendant les interrogatoires qu'on a subis, à l'époque, au commissariat de police.)

Sur ces entrefaites, le gouvernement uruguayen, en accord avec les ambassades des Etats-Unis et du Brésil, décide de donner un coup de barre de 180°. Les déclarations officielles changent subitement. La grande presse — qui avait commencé à admettre l'échange, en faisant allusion, sur un ton sentimental, aux antécédents brésiliens et autres — vire brusquement et lance une furibonde campagne contre le M.L.N. (T). Les forces armées qui, depuis sept jours, ratissaient inutilement la ville, maison par maison, donnent un coup mortel à l'organisation. Le gouvernement et ses conseillers « ricains » tirent la conclusion suivante : après l'arrestation de Sendic et d'autres prestigieux dirigeants — la tête du mouvement —

logiquement, le reste suivrait. C'était seulement une question de temps.

*C'est là que le sort de Mitrione s'est joué.*

Parce qu'en libérant les prisonniers (parmi lesquels il y avait des cadres de haut niveau) le gouvernement craignait de fournir une direction de rechange au M.L.N. (T) et de rehausser leur image politique en leur cédant. Mais, comme dans bien d'autres cas, ces calculs optimistes du gouvernement à l'égard du M.L.N. se sont révélés faux : peu de temps après, le M.L.N. (T) a élevé son action militaire et politique à des niveaux insoupçonnés :

- La fin de l'année voit déjà des actions militaires percutantes ;
- Le 8 janvier 1971, en plein centre de la ville, a lieu l'enlèvement de l'ambassadeur anglais ;
- Au cours du premier semestre de cette même année, les différentes « colonnes » de l'organisation ont mené à terme plus d' « actions » que pendant tout le reste de leur histoire. (Une seule « colonne », la 15<sup>e</sup>, a accompli, au cours du seul mois de mars, 297 actions militaires.)

C'est pourquoi, nous disions plus haut que c'était mus par une illusion qu'ils avaient sacrifié Mitrione.

Ceux qui détiennent le pouvoir politico-économique en Uruguay (et leurs conseillers « ricains ») ne comprennent pas qu'à l'intérieur du M.L.N. la méthode appliquée est celle de la direction collective à tous les niveaux d'organisation et qu'aucun cadre n'est irremplaçable, aussi brillant soit-il. Ils comprennent encore moins que la formation de cadres de rechange

est permanente (à travers les écoles de cadres) ; que tous les Tupamaros — depuis le néophyte jusqu'au vétéran — savent fort bien qu'il faut être prêt à assumer les responsabilités que d'autres peuvent laisser vacantes (parce que c'est une des lois de la guérilla urbaine que ce haut pourcentage de pertes — cette guérilla doit prendre racine et agir au sein de l'ennemi, à l'inverse de la guérilla rurale).

Cette condition a une application générale : puisque les dirigeants partagent les mêmes risques que la base en participant à des actions comme tout le monde, il ne peut y avoir de déviations bureaucratiques au niveau de la direction ; cela agit comme une force morale de cohésion dans le mouvement guérillero. Les mêmes qui deviendront des cadres politiques, voués à déterminer une orientation pour les masses, doivent, d'abord, s'aguerrir et mûrir leur conscience à travers l'action militaire.

Par ailleurs, il faut bien mettre au clair une chose, pour éviter de vaines spéculations : nous affirmons que l'arrestation des camarades de la rue Almería fut fortuite. Voici, en effet, les résultats de l'enquête de routine. (Elles ont lieu après chaque défaite.)

Le local en question a été repéré à cause d'un va-et-vient de gens disproportionné par rapport à la taille du local. Cela a permis aux services d'Intelligence d'avoir quelques indices les conduisant — après une très discrète vigilance — à repérer un local de l'organisation. (Mais cela n'explique pas l'arrestation de camarades de la direction.) L'enquête a abordé le problème d'une infiltration possible — hypothèse qui n'est jamais à rejeter dans une organisation révolutionnaire. On en a conclu qu'on devait rejeter cette hypothèse pour les raisons suivantes :

- Les réunions de la direction ont rarement lieu dans un même endroit ;
- Elles n'ont pas de jour fixe (celle-ci était une réunion extraordinaire, parallèle à celle du Conseil des ministres). On avait convoqué les assistants la veille au soir pour suivre minute par minute les événements de ce jour clé et prendre les mesures correspondant aux résolutions du gouvernement ;
- A ce niveau de l'organisation, une infiltration était impensable (d'ailleurs, le lieu de la réunion était connu d'un nombre très réduit de camarades). Il suffirait de penser que, s'il y avait eu infiltration, les forces de répression auraient mis la main non seulement sur la direction du mouvement, mais aussi sur la « Prison du Peuple ». Et cela ne s'est pas produit.

En définitive, tels que les événements se sont déroulés autour de l'affaire Mitrione, le M.L.N. (T) ne pouvait pas agir différemment. Sa conduite révolutionnaire est exempte de faute. D'autant qu'il faut tenir compte du dossier de la personne exécutée, de son rôle dans la mise en place de la torture au Brésil et en Uruguay. C'était, d'ailleurs, un espion de l'étranger incrusté au centre même de l'appareil de sécurité de l'Etat uruguayen. Aucun être raisonnable ne peut donc comprendre pourquoi le Conseil des ministres de l'Uruguay a décidé les honneurs funèbres pour Mitrione. Il n'y a aucun précédent historique : un Etat qui rend le plus grand hommage posthume à son plus important espion étranger. A-t-on jamais vu une chose qui lèse aussi clairement la dignité d'une

nation ? Et il s'agissait de la nôtre, cette patrie de José Artigas !

Il faut aussi évaluer l'enlèvement des diplomates indiqués plus haut en fonction de l'efficacité politico-militaire. A ce moment-là, le M.L.N. constituait la contradiction majeure pour le système. Par sa façon d'agir, il avait provoqué la démission de plus d'un ministre : il se révélait plus efficace, dans ce sens, que toute l'opposition parlementaire. (A part sa contestation systématique du gouvernement, fruit d'une crise d'autorité, au sein d'un processus politico-militaire révolutionnaire en escalade vertigineuse, qui rehaussait chaque fois plus les formes supérieures de la lutte des classes.)

A propos de ces enlèvements, n'importe qui ayant quelque compétence en matière d'analyse politique a pu comprendre que le M.L.N. (T) était, non seulement la contradiction majeure (donc, l'avant-garde) sur le tableau politique, mais aussi, par moments, l'aspect majeur de cette contradiction majeure — jusqu'à l'accident de la rue Almería, le gouvernement était devenu le plus faible de ces deux pôles en opposition.

Pourtant, cette situation n'offrait pas encore les garanties suffisantes pour tenter la prise du pouvoir. Parce que la revendication en question ne touchait pas les intérêts immédiats des masses : ce que l'on demandait, à travers les enlèvements, avait pour objet une chose propre au M.L.N. (T) ; une affaire interne qui ne touchait qu'indirectement les organisations populaires (certaines parmi celles-ci ont publié des déclarations affirmant comme chose prouvée l'appartenance de Mitrione à la C.I.A. et comme injustifiables les protestations faciles d'une certaine presse, à propos de son exécution).

C'est pourquoi cela n'a pas donné lieu à des mobilisations de masse. (Il n'y a pas eu, non plus, d'autres raisons d'en faire à ce moment-là.)

L'affaire Mitriane eut, également, les effets politiques suivants :

- 1) Elle fit avancer en profondeur, dans le peuple, le processus de désaliénation.
- 2) Elle polarisa la population entière pour ou contre la guérilla.
- 3) Elle permit à certains secteurs d'opinion (entraînés, au début, par tout l'appareil publicitaire monté par la C.I.A.) de comprendre la portée patriotique de l'événement ; de saisir son sens, qui était la réaffirmation de la souveraineté nationale lésée par l'activité secrète de l'important agent de la C.I.A. — professeur de torture et de crime — menée à bout, avec la complicité d'un gouvernement, pour servir l'oligarchie et l'impérialisme.

La portée historique de ces enlèvements et leurs implications politiques ne s'amenuisent donc pas avec le recul du temps.

INTRODUCTION .....	7
SCÉNARIO .....	9
RÉFLEXIONS .....	173
Yves Montand et « Etat de siège » .....	175
Le programme d'aide au développement a-t-il un sens pour les Etats-Unis dans les années 70. ....	178
Interview de Franco Solinas et de Costa Gavras. ....	179
DOCUMENTS .....	205
Un sénateur dénonce la présence d'experts étrangers .....	207
Programme type des cours que Dan Anthony Mitrione faisait suivre aux Etats-Unis. ..	208
Extraits des déclarations de Nelson Bardesio séquestré par le M.L.N. (Tupamaros). ..	236
Portrait officiel de Mitrione. ....	255



Quelques déclarations sur la mort de Mitrione. ....	257
Extraits du rapport de la commission spéciale d'enquête du Sénat sur les tortures. ....	259
Torture. ....	264
Ecole de tortures. ....	265
Liste des tortures les plus courantes employées au Brésil comme en Uruguay. ....	266
Un prêtre catholique américain pose la question clé : les U.S.A. exportent-ils la torture en Amérique latine. ....	273
Déclarations de la conférence épiscopale du 14-6-72. ....	277
Interview d'un dirigeant du M.L.N. Andrés Cultelli. ....	279
Bibliographie. ....	287